

Jean-Marie ROUSSEAU – 15 mars 2021

Nos technologies propres acquises au prix des minerais de sang des pays en développement

La crise de la Covid a dévoilé avec une acuité inégalée une de ces contradictions qui sont au cœur de la dynamique capitaliste. Cette crise qui s'éternise met en exergue, au-delà de la préoccupation de santé, la priorité des enjeux écologiques en primant, du moins en façade, sur les activités économiques. Sous ce prétexte, partout l'enjeu environnemental s'impose comme moteur de relance. Au nom de la transition énergétique et de la lutte contre le réchauffement climatique, l'Europe éprouve la nécessité d'un recours accéléré aux technologies « durables ». Mais au motif du bien-être de nos sociétés nanties et en raison de l'accélération de progrès jugés nécessaires à nos technologies dites 'propres', nos économies ont de plus en plus recours à l'extraction minière et à l'exploitation massive des ressources naturelles. Au cours de ces trente dernières années, l'extraction des matières premières a été plus importante que pour toute l'histoire de l'Humanité ! Nos besoins en ressources non renouvelables s'intensifient, plus en raison du mode de vie des consommateurs des pays industrialisés et technologiquement avancés – Chine comprise – que du fait de l'explosion démographique des pays du sud, dont principalement l'Afrique.

Les pays occidentaux, particulièrement soucieux du mieux-être et de la prospérité de leurs populations, à travers des mesures de dépollution et d'économie bas-carbone, accélèrent leur consommation de produits high-techs, tandis que les pays en développement, pour la plupart pourvus de ressources naturelles indispensables à ces progrès, semblent frappés par la « malédiction » des matières premières. Au même moment, la richesse des sous-sols qui devrait normalement être une aubaine, en réalité, précipite l'appauvrissement direct des populations des territoires d'extraction minière et les livre aux pires fléaux économiques et sociaux : corruptions, luttes violentes pour la captation de la rente minière et prédatons généralisées de gens extrêmement paupérisés, anomie

totale jusqu'à l'action mortifère et létale de bandes armées locales et de forces militaires étrangères.

Selon le rapport SIPRI¹, en 2019, on dénombrait 3 conflits armés formels et parfaitement identifiés (Afghanistan, Yémen et Syrie), 15 conflits armés de haute intensité et bien localisés, mais aussi 18 conflits mal identifiés car le plus souvent à l'écart des observateurs occidentaux et à très faible couverture médiatique. Cette dernière classe de conflits se situe majoritairement en Afrique sub-saharienne. Parmi ces régions terriblement affectées et ces populations opprimées, sinon outragées, se trouvent les territoires riches en minerais de tous genres au Congo oriental. De fait, ces territoires participent intégralement à la croissance de l'économie globalisée. Ils sont intimement liés à l'insatiable appétit de pays nantis mais dépourvus en matières premières susceptibles de répondre à une demande de plus en plus exigeante en téléphonie ou matériels high-techs. Les minerais, souvent arrachés à la terre à mains nues par des artisans – appelés communément « creuseurs » – sont acheminés par divers moyens, le plus souvent tortueux et dangereux, vers des chaînes de valeur mondiales d'industrialisation et de distribution.

Les mines du Kivu – provinces les plus orientales de la République démocratique du Congo, limitrophes de l'Ouganda, du Rwanda et du Burundi – représentent la grande majorité de ces territoires de conflits. Elles regorgent entre autres matières premières critiques – indispensables à la fabrication de téléphonie mobile et des ordinateurs – de cobalt, ainsi que de tantalite et de colombite, servant à produire le coltan dont est tiré le tantale. Ces régions font particulièrement l'objet de convoitises exacerbées par le contexte historique : guerre et génocide du Rwanda de 1994 et poursuites d'hostilités et de conflits armés depuis plus de vingt-cinq ans. Néanmoins, ou *a fortiori*, les activités d'extractions minières se sont multipliées au détriment d'exploita-

¹ Stockholm International Peace Research Institute, SIPRI, Signalistgatan 9 – SE-169 72 SOLNA – SUÈDE.

* **Jean-Marie Rousseau**, Brussels, is currently working as an independent consultant in Brussels in Territorial Intelligence and Regional Innovation Strategies [TAO-ITINeRIS] and yet actively contributed to many reports for international institutions and national or regional governments all over the world, including Europe, Mediterranean countries, South-America and China. He is member of CIFE's Scientific Council.

tions agricoles ancestrales. Les « creuseurs », sous le contrôle et la férule de forces armées rivales et parfois complices ou actrices majeures des forfaits les plus atroces, ont pratiquement remplacé l'exploitation minière industrielle qui prévaut dans d'autres pays extractivistes. La traite d'êtres humains, la violence sous toutes ses formes et d'innombrables massacres de populations martyrs, constituent le lot quotidien du Nord-Kivu et du Sud-Kivu d'où nos sociétés détournent pudiquement le regard.

1. Concentration de minerais et codes de diligence

Si l'engouement pour les technologies bas-carbone de la transition énergétique vise *a priori* une moindre dépendance aux énergies fossiles, il faut admettre que les infrastructures et équipements d'énergie renouvelable et de mobilités électriques pourraient créer de nouvelles servitudes et obligations. Le plus souvent intermittentes, les énergies prétendument renouvelables sont, d'une part, largement astreintes à un approvisionnement de ressources fossiles et s'avèrent d'autre part très consommatrices de matériaux dont l'extraction et l'exploitation ont une empreinte carbone jusqu'à présent insoupçonnées ou soigneusement tues. L'Europe rencontre d'énormes difficultés à regagner une souveraineté perdue en matière industrielle, mais aussi pour l'approvisionnement en matières premières, qu'elle ne collecte qu'en très faible quantité. La Commission européenne admet que ces matières premières sont des éléments majeurs susceptibles de conditionner le succès du *Green Deal*². De même, en vue de renforcer son autonomie stratégique et de favoriser la transition vers une économie plus verte et plus engagée dans le numérique, la Commission a proposé un *Plan de relance*³. *NextGenerationEU*, l'instrument « temporaire » de re-

lance de 750 milliards d'€ pour l'après-COVID-19, a pour objectif l'adaptation des 27 États membres aux défis actuels et à venir d'une « *Europe plus verte, plus numérique, plus résiliente.* »

Loin de l'Europe, à cheval sur l'équateur aux confins du Congo, nous replongeons au cœur des aspects les plus ténébreux de ce monde africain que l'Europe ignore toujours mais que dénonçait déjà Joseph Conrad⁴ dès la fin du 19^{ème} siècle pour des considérations pourtant bien différentes. Les conditions d'extraction de minerais sont probablement devenues encore plus inhumaines dans ces collines fiévreusement défrichées, saccagées et dévastées en cloaques à ciel ouvert, où des centaines de « creuseurs » triment à mains nues dans une insalubrité totale, échappant à tout contrôle autre que celui de bandes armées.

Le *London Metal Exchange*⁵ a décidé de bannir d'ici à 2022 les sociétés qui continueraient de ne pas lutter suffisamment contre l'exploitation des enfants ou la corruption. Un suivi plus scrupuleux des lignes directrices établies par la Charte de l'OCDE est exigé sur les chaînes d'approvisionnement aux entreprises. Inspirés par d'autres initiatives de traçabilité des diamants du *Processus de Kimberley*⁶, les États-Unis ont promulgué en 2010 le « *Dodd-Frank Act*⁷ ». Cette loi-cadre, en vigueur depuis janvier 2012, intervient entre autres dispositions dans la gouvernance des entreprises sur des principes d'éthique. Ces entreprises sont tenues de préciser si leurs produits peuvent contenir des « *minerais de conflits* ». La Section 1502 du *Dodd-Frank Act* oblige ces sociétés à opérer des contrôles sur leur chaîne d'approvisionnement afin de déterminer si leurs achats ont bénéficié à des groupes armés. À l'instar du *Dodd-Frank Act*, l'OCDE a établi un « *Guide sur le devoir de diligence pour une conduite responsable des entreprises*⁸ destiné aux entre-

2 Le « *European Green Deal* » ou « *Pacte vert pour l'Europe* » est un ensemble d'initiatives politiques proposées par la Commission européenne avec l'objectif de rendre l'Europe climatiquement neutre en 2050.

3 Le *Plan de relance européen de 2020*, proposé par la Commission européenne le 27 mai 2020, a donné lieu à un accord des 27 États membres de l'Union européenne, à l'issue du Conseil européen du 17 au 21 juillet 2020.

4 *Heart of Darkness – Joseph Conrad* – publiée sur *Blackwood's Magazine* en 1899, puis par trois récits en 1902.

5 Le *London Metal Exchange (LME)*, place boursière de Londres spécialisée dans les métaux non ferreux et 1^{er} marché mondial des métaux non ferreux avec 80 % des échanges mondiaux.

6 Le *Processus de Kimberley (PK)*, forum international de négociation tripartite entre des États, l'industrie du diamant et la société civile, qui a permis à partir de 2003 le lancement d'un régime international de certification des diamants non détournés par les mouvements rebelles pour des activités militaires.

7 Le « *Dodd-Frank Act* », voté en 2010 à la suite de la crise bancaire et financière de 2007-2008 et en vigueur depuis 2012 aux États-Unis, traite de la réforme des banques, la gouvernance des sociétés cotées, la réforme des institutions et la protection des consommateurs.

8 « *Guide OCDE sur le devoir de diligence pour conduite responsable des entreprises* », OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) 2018 : mneguidelines.oecd.org

prises multinationales s’approvisionnant en minerais en zones de conflit ou zones à haut risque. La Chine a adopté en décembre 2015, par le canal de la CCCMC⁹, une charte de diligence pour les chaînes d’approvisionnement en minerais responsables. Ladite Charte est engagée en association avec l’OCDE et l’ONG *Global Witness*, par laquelle les entreprises chinoises d’extraction ou d’exploitation minières sont invitées à mettre en place un processus semblable au guide de l’OCDE. Cet appel, tout aussi peu contraignant qu’il soit pour les entreprises chinoises, ne manque pas plus de sincérité que les guides et dispositions prises par les autres institutions.

2. Chaînes mondiales de valeur

Si les provinces du Sud-Kivu et du Nord-Kivu ne sont pas à proprement parler une zone de concentration du cobalt (plutôt prolifère dans d’autres provinces orientales de RDC), le coltan et la cassitérite qui y abondent – sont tous deux des produits hautement critiques et stratégiques pour les technologies phares de la transition numérique et la transition énergétique. Dès lors, deux logiques – deux mondes différents – se superposent et pratiquement s’opposent entre, d’une part, un mode opérationnel extractiviste concernant les territoires congolais et certains de ses voisins africains immédiats et, d’autre part, les marchés internationaux jusqu’à la distribution de produits électroniques sophistiqués, après les étapes de raffinage, de transformation et d’assemblage, dévolues aux pays asiatiques.

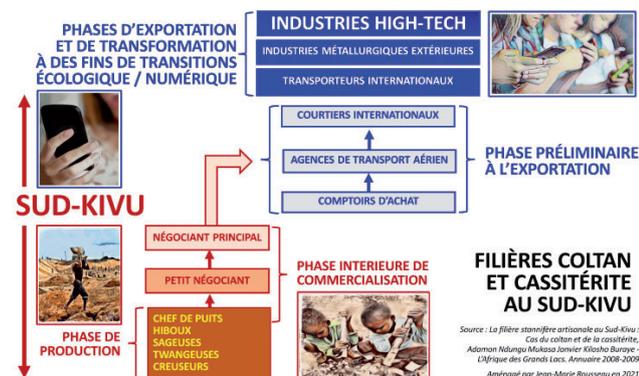


Figure 1 : Graphe des filières coltan et cassitérite au Sud-Kivu en 2008

Le constat d’une telle césure logistique entre les opérations menées au Kivu et celles déployées dans le reste du monde, démontre à l’évidence que la com-

munauté internationale ignore, ou feint d’ignorer, les conditions désastreuses dans lesquelles sont obtenues les composants des appareils high-techs – par exemple, les véhicules électriques – qui façonnent et vont façonner nos modes de vie dans ce XXI^{ème} siècle. Trop d’intérêts invouables entrent en jeu. Certes, l’enrichissement des entreprises du secteur high-tech, mais aussi au final, tous les avantages et le confort qu’en tirent nos sociétés, à titres individuel et collectif, au prétexte *a priori* fort louable de « sauver la planète. »

Une littérature abondante permet d’appréhender l’articulation de toute la chaîne où le contraste entre les opérations d’extraction de matières premières au Kivu et les performances technologiques à disposition des consommateurs, est saisissant. Les populations du Sud-Kivu, comme celles du Nord-Kivu, voient se croiser ou se succéder, passer ou s’incruster tour à tour, des prédateurs de tout acabit, mais une dépendance mutuelle s’est renforcée entre les forces armées et la population locale qui avait besoin d’être protégée d’une façon ou d’une autre. L’ingérence armée dans les mines artisanales prend surtout la forme d’un racket de protection : extorsion en échange de protection.

Au niveau des plus hautes instances internationales, la lutte contre la déforestation reste un thème mobilisateur sur le principe des Accords de Paris (COP21), perçus comme une arme capitale dans la lutte contre le réchauffement climatique. Mais si la forêt amazonienne est à juste titre considérée comme le poumon vert de la planète et mobilise tous les partisans de la transition écologique, aucun des médias et pratiquement aucune sommité politique ne semblent s’émouvoir de la disparition programmée de la forêt congolaise au motif que nous y trouvons nombre de minéraux prétendument susceptibles de sauver notre planète...

3. Visions eurocentristes vs. Kivu’s Key Views

Partout l’enjeu environnemental s’est imposé comme moteur de la relance que l’Europe appelle de ses vœux. Face à l’urgence du compte à rebours du réchauffement climatique, seulement une part dérisoire de cet enjeu prioritaire et colossal est en réalité consacrée aux dispositions qu’il faudrait prendre en

9 China Chamber of Commerce of Metals, Minerals & Chemicals Importers & Exporters. Créée en 1988, la CCCMC a pour fonctions principales la réglementation, la coordination des opérations d’import-export et la défense des intérêts de ses membres à l’international.

termes de volumes, de nombre de projets et de budgets. Encore faudrait-il enfin sortir de notre vision eurocentriste et adopter une approche à l'échelle du globe...



Figure 2 : D'un monde l'autre, à l'aune de la transition écologique.

Nous pouvons nous demander pourquoi, après des mois de crise pandémique sur tous les continents du globe, notre monde ne s'est pas effondré au milieu des ruines apocalyptiques promises par les collapsologues... Ce qui contredit les thèses les plus pessimistes, mais ne permet toujours pas d'éclaircir l'horizon des populations du Kivu sur lesquelles nous comptons néanmoins pour que notre monde continue de tourner dans une course éperdue au bonheur et à la prospérité. Le catastrophisme ontologique considère que le monde va s'écrouler sur ses bases en s'étendant à l'ensemble de la planète. Mais en notre for intérieur, nous sommes avertis de ce que la catastrophe doit être présente à l'esprit afin qu'elle ne se produise pas. Jean-Pierre Dupuy¹⁰ nous rassure en nous parlant d'une prédiction vouée, quand elle est sérieusement identifiée, à ne pas se réaliser, une sorte de « prophétie auto-déréalisatrice. » En effet, il nous invite à un catastrophisme éclairé par subversion, de l'intérieur, de toute crise.

10 La Marque du sacré, Paris, Éditions Carnets Nord, collection Essai, 2008.

Notre monde ne s'effondrera pas... du moins tant que le Kivu tiendra, tant que des territoires comme le Kivu n'auront pas épuisé leurs réserves et sauront rendre leurs productions accessibles à notre monde de nantis. Cet aveuglement des tenants de la transition écologique et de tous les thuriféraires des énergies dites renouvelables ou de la mobilité électrique, relève d'une raison qui pourrait surprendre. Cette prédilection pour les données quantitatives ne révèle rien des dynamiques qui sont à l'œuvre par confusion entre la logique de cartes intellectuellement séduisantes et la réalité tragique de territoires dévastés. Nous savons qu'à ce rythme de destruction des ressources naturelles notre modèle extractiviste n'est pas durable et que la nature ne pourra bientôt plus donner à nos merveilleuses technologies ce dont elles ont besoin pour fonctionner.

En préfiguration du monde d'après-Covid, les GAFAM sont déjà devenus les maîtres du monde, mais bien plus largement, c'est toute l'économie des plateformes et des high-techs qui a renforcé son ascendant sur le reste de l'économie. Les autres groupes high-techs semblent portés par la crise, TESLA en tête. Grâce à ces méga-entreprises, le capitalisme a pu éviter peut-être provisoirement l'embolie, en permettant – avec télétravail, téléconférences, e-commerce... – de contourner les obstacles physiques de la production. On s'illusionne avec cette économie de demain qui n'est pas en rupture avec le monde d'avant. Elle n'est en fait que son prolongement avec des superlatifs d'hyper-digitalisation, d'hyper-financiarisation et d'hyper-concentration.

Et si le monde d'après-Covid semble encore plein d'incertitude, ce volet-là de l'histoire voit son récit s'emballer... pendant que les creuseurs du Kivu s'embourbent dans leurs puits de mines, dans notre totale indifférence, les froids calculs de l'indifférence...